



**Conseil d'administration du
Programme des Nations Unies
pour le Développement et du Fonds
des Nations Unies pour la
Population**

Diff. Générale
(Date)

Original: Langue

[Session] de (année)

(date), (Lieu)

Point (numéro) de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions associées

**Projet de Descriptif de programme de la République de Guinée
(2013-2017)**

Table des matières

| | <i>Paragraphes</i> | <i>Page</i> |
|--|--------------------|-------------|
| I. Analyse de la situation | 1-3 | 2 |
| II. Coopération passée et leçons apprises | 4-8 | 3 |
| III. Programme proposé | 9-15 | 4 |
| IV. Gestion, suivi et évaluation du programme..... | 16-18 | 5 |
| Annexe Cadre de résultats et ressources | | 6-8 |
| Objectifs de mobilisation des ressources..... | | 9 |

I. ANALYSE DE LA SITUATION

1. Malgré ses immenses potentialités agricoles, minières et hydro énergétiques, la Guinée est parmi les pays les moins avancés du monde, éligible à l'initiative PPTTE (Pays Pauvres Très Endettés). Elle a un indice de développement humain faible, estimé à 0,344 en 2011¹. Les efforts pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) restent globalement insuffisants, surtout en matière de réduction de l'extrême pauvreté. L'incidence de la pauvreté est passée de 49,2% en 2002 à 53% en 2007 et 58% en 2010 avec de fortes disparités spatiales, régionales et selon les sexes².

2. Les causes de telles contre-performances sont variées et se rapportent principalement à la détérioration du contexte macroéconomique et de gouvernance consécutive notamment à plusieurs années de crises sociopolitiques et d'instabilité institutionnelle. En effet, au cours des dernières années, l'économie guinéenne s'est caractérisée par une inflation à deux chiffres (20,8% en 2010 et 21,1% en 2011), l'aggravation du déficit budgétaire (14,1% et 5,9% du PIB en 2010 et 2011) et la faiblesse du taux de croissance (- 0,3% et 1,9% en 2009 et 2010) et une moyenne annuelle de chute du PIB par tête de 1,9% entre 2006 et 2010 qui ne permet pas de répondre aux attentes des populations en termes de création d'emplois et de revenus. Il est à noter que le chômage touche particulièrement les jeunes, surtout diplômés, et est généralement de longue durée (28,2 mois à Conakry, dont 38,6 mois pour les femmes), tandis que le revenu net moyen des femmes représente 52% de celui des hommes. La faiblesse de la productivité notamment du secteur agricole a eu comme corollaire une accélération de l'exode rural. Par ailleurs, la proportion des ménages en insécurité alimentaire en milieu rural a doublé entre 2005 et 2010, passant de 16% à 32%³.

3. Après le coup d'Etat militaire de décembre 2009 et deux années de régime d'exception, la Guinée a récemment connu des avancées démocratiques, illustrées notamment par l'adoption d'une nouvelle Constitution et l'élection présidentielle de 2010. Mais plusieurs années d'instabilité ont érodé les capacités nationales dans de nombreux secteurs clés de gestion du développement. L'on note une certaine atomisation dans les centres de décision, ce qui conduit à un manque de lisibilité des mécanismes de coordination. L'élection présidentielle de 2010 a révélé des fractures profondes au sein de la société guinéenne, nécessitant un véritable programme de réconciliation nationale, afin d'éviter une perte totale de confiance entre les communautés et une situation d'instabilité plus grave qui entamerait la cohésion sociale et les fondements de la nation guinéenne. Cette fragilité du climat sociopolitique, la persistance de l'insécurité et les divergences profondes entre les acteurs politiques sont la cause du retard dans l'organisation des élections législatives dans un climat apaisé ainsi que d'autres handicaps en matière de gouvernance, y compris la corruption et l'impunité.

4. La base des ressources naturelles pour une croissance inclusive sera confrontée à des risques majeurs. Le recul du couvert végétal (86,000 ha de perte annuelle de forêt tropicale), la diminution accélérée des ressources hydrauliques, la dégradation progressive et généralisée des sols et une consommation énergétique dominée par les énergies traditionnelles constituent les principaux problèmes. L'épidémie du VIH/SIDA de type généralisée avec un taux d'infection de 1,5% et constitue aussi une menace pour le développement au vu du taux de prévalence élevé chez les personnes actives, notamment les femmes et les jeunes.

II. COOPERATION PASSEE ET ENSEIGNEMENTS TIRES

5. Les 4 composantes du programme passé sont: a) OMD et lutte contre la pauvreté; b) gouvernance démocratique; c) gestion durable de l'environnement; et d) VIH/SIDA. Les différentes évaluations⁴ réalisées ont mis en évidence un certain nombre de résultats.

¹ Rapport Mondial sur le Développement Humain, 2011

² Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP Guinée), 2011-2012

³ Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP Guinée), 2011-2012

⁴ Evaluation à mi-parcours du programme de pays, 2007-2011

6. Pour accompagner la transition et en collaboration avec d'autres partenaires tels que le Peacebuilding Fund (PBF), l'engagement du PNUD a été déterminant dans la gestion des crises politiques et sociales et le retour à l'ordre constitutionnel, notamment avec l'organisation de l'élection présidentielle en 2010 (assistance technique, coordination des partenaires, plaidoyer, Code de bonne conduite des partis politiques) et les nombreuses initiatives développées dans le cadre de la consolidation de la paix (création de cadres de dialogue au niveau central et dans les

Communautés, mise en place d'un mécanisme de médiation citoyenne portée par le Conseil Economique et Social) et l'appui au démarrage de la formulation des réformes des secteurs de la sécurité et de l'administration publique. Les progrès restent par contre faibles en matière de promotion de droits humains. Dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, les structures nationales ont été formées et maîtrisent mieux l'élaboration du Document de Stratégie de réduction de la Pauvreté (DSRP) sur une base participative et inclusive en partenariat avec la Banque Mondiale, l'UNICEF et l'UNFPA. Le PNUD a appuyé l'élaboration d'un plan quinquennal et l'étude prospective (Guinée, Vision 35) en cours de formulation, et poursuivi le plaidoyer sur le thème de la pauvreté et des OMD. Le PNUD a contribué au renforcement des capacités productives et à l'augmentation des revenus des groupes vulnérables à travers la promotion de l'emploi 6369 jeunes, le renforcement des capacités de 10 des 12 institutions de micro finance agréées du pays et la mise en place d'une centaine de plateformes multifonctionnelles dans un tiers des collectivités cibles comme outil de lutte contre la pauvreté rurale et féminine.

7. L'appui à l'environnement a permis au pays d'avoir une vision claire et des cadres de référence: Programme d'Action Nationale de Lutte Contre la Désertification, Politique Nationale de l'Environnement, Politique Nationale de l'Habitat, Système d'Information Environnemental et un appui à la restauration des écosystèmes et l'aménagement des zones de mangroves. Des solutions alternatives permettent aux populations de mieux gérer leur environnement tout en améliorant leurs revenus (foyers améliorés contre déforestation, bâches et tuyaux polyéthylène pour production de sel, haies vives pour protection de mangroves).

8. La coopération dans le cadre de l'UNCT a fait ressortir que l'approche de programmation conjointe dans la Région Forestière⁵ est une bonne pratique qui pourrait être étendue à d'autres régions du pays. Les initiatives pilotes développées dans le cadre du Programme d'appui à l'emploi des jeunes et du programme plateformes multisectorielles se sont révélées pertinentes dans la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté au bénéfice des populations rurales, notamment les jeunes et les femmes.

III. PROGRAMME PROPOSE

9. Elaboré sur la base des priorités nationales définies dans le DSRP et le Plan Quinquennal 2011-15 et conformément à l'UNDAF 2013-17, le Programme proposé tient compte des avantages comparatifs du PNUD et des enseignements du Programme précédent. A cet effet, la stratégie du programme 2013-17 s'articule autour de trois points d'entrée qui apportent ensemble une évaluation minutieuse de la situation actuelle du pays et des besoins futurs ainsi que des capacités et possibilités de partenariat du PNUD sur la base des leçons tirées de l'engagement des derniers 12-18 mois, en particulier. Ces points d'entrée sont: a) une gestion efficace des risques pour la stabilité et la paix sociale (le processus électoral, réforme du secteur de la sécurité, réconciliation nationale) ; b) l'amélioration des capacités des institutions publiques qui ont souffert d'une dégradation considérable des capacités au fil du temps, mais qui sont essentiels à la gestion du développement et à la prestation de service (réforme et modernisation de l'administration publique et renforcement des capacités institutionnelles et humaines en vue d'un meilleur pilotage du développement) ; et c) les efforts pour générer des « dividendes » de la transition vers la démocratie qui traitent également de grands problèmes sous-jacents de la pauvreté et de l'exclusion (l'emploi des jeunes, avec une attention particulière

⁵ Rapport de la revue à mi-parcours du Programme Conjoint en Guinée Forestière

aux besoins des femmes). Deux domaines sont retenus :gouvernance et croissance et développement durable.

10. Au titre de *l'axe gouvernance*, à terme le Programme devra contribuer à l'émergence d'institutions démocratiques plus solides et consensuelles ainsi qu'un changement qualitatif de comportements des populations, des médias et des Forces de Défense et de Sécurité ainsi qu'au respect des principes démocratiques et de l'Etat de droit. Il sera focalisé sur: i) la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, à travers l'appui à l'amélioration de la gestion du processus électoral (formation des cadres, révision des listes électorales, coordination des interventions des partenaires) avec une participation effective des femmes ainsi que le dispositif institutionnel et juridique de protection et de promotion des droits de l'homme (formation des magistrats, diffusion des instruments internationaux, appui à la société civile); ii) la prévention et la gestion des conflits, notamment à travers la réforme du secteur de la sécurité, des actions de plaidoyer et de renforcement des capacités des structures et institutions de prévention et de résolution des conflits (Commission Nationale de Réconciliation, Conseil Economique et Social, ONG); et iii) l'appui à la réforme de l'Administration publique, y compris la gouvernance locale (formation, équipement, développement des outils de gestion et des instances de concertation et de pilotage).

12. Au titre des *initiatives de promotion de la croissance et d'emplois*, l'appui sera:

- (a) La planification et la gestion du développement:le renforcement des capacités de gestion stratégique du développement - opérationnalisation de la vision prospective "Guinée, Vision 2035" à travers des politiques et stratégies sectorielles susceptibles d'accélérer l'atteinte des OMD; renforcement de l'appareil statistique pour un meilleur suivi du DSRP et des OMD ainsi qu'une compréhension accrue des multiples dimensions de la pauvreté et du développement humain durable (systèmes, compétences, collecte des données, analyse des programmes au sein de l'Institut National de la Statistique en collaboration avec la Banque Mondiale et la BAD) études, enquêtes); et l'amélioration de la coordination et la gestion de l'aide conformément à l'esprit du forum de Busan.
- (b) La promotion d'un environnement favorable à la création d'emplois: la révision et la mise en œuvre du Programme National d'appui à l'Emploi des Jeunes (PEJ), privilégiant la consolidation et l'extension des initiatives pilotes testées (volontariat jeunesse, entrepreneuriat agricole, programme vivres contre apprentissage, travaux à haute intensité de main d'œuvre dans les zones sensibles de Conakry, N'Zérékoré et Kankan notamment); la micro-finance et des initiatives locales d'amélioration des opportunités d'emplois et de revenus; et l'amélioration de l'accès aux technologies comme les plateformes multifonctionnelles en tant qu'outil de lutte contre la pauvreté féminine et source d'énergie décentralisée pour les communautés rurales.
- (c) Des initiatives locales et d'appui à la lutte contre la pauvreté et la correction des disparités de genre dans les régions pauvres:la consolidation des initiatives de régionalisation des OMD en Guinée Forestière dans le cadre du programme conjoint et la formulation d'un programme similaire en Haute Guinée (le renforcement des capacités productives des femmes pauvres par le financement de microprojets, notamment en Haute Guinée et l'appui à l'entrepreneuriat féminin); et la consolidation des acquis du programme de développement local en partenariat avec l'UNCDF en Haute Guinée et en Guinée Forestière.
- (d) Pour prévenir les risques du VIH/SIDA sur la population active, notamment féminine, appui à la formulation et la mise en œuvre du Cadre Stratégique 2013-17 de lutte contre le VIH/SIDA en focalisant l'attention sur le plaidoyer, l'amélioration de la coordination et le financement de micro-projets des Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH).

13. En ce qui concerne l'environnement, le PNUDpoursuivra sa coopération en appuyant le Gouvernement à prendre en compte dans ses programmes de croissance économique le développement durable, l'atténuation et l'adaptation aux effets du changement climatique. Des appuis ciblés permettront: (i) l'élaboration et la mise en œuvre d'outils de planification pour une

gestion durable du cadre de vie, de l'environnement et des ressources naturelles; (ii) l'adoption de technologie d'adaptation et d'atténuation pour accroître la résilience au changement climatique et le renforcement des capacités des groupes vulnérables en zone côtière et au nord du pays; (iii) la conservation de la diversité biologique à travers la gestion durable des forêts et des aires protégées en Guinée Forestière (Lola, Beyla, N'Zérékoré); (iv) l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'aménagement et de gestion participative des forêts communautaires (Mamou, Kindia et Dalaba); et (v) le renforcement des capacités des collectivités en techniques et approches de protection et de restauration des terres et du couvert végétal (Siguiri, Kissidougou et Kankan).

GESTION, SUIVI, EVALUATION DU PROGRAMME

14. L'exécution nationale (NIM) demeure la modalité privilégiée de mise en œuvre du programme. L'exécution directe sera appliquée au besoin ainsi que le recours au service des institutions spécialisées des NU à la demande du gouvernement. Le HACT sera suivi sur la base des résultats de la micro-évaluation.

15. Le PNUD procédera à l'alignement de ses capacités techniques et programmatiques et de sa structure organisationnelle au programme proposé. La Section Programme sera structurée en trois unités dirigées par des Conseillers: i) Gouvernance ; ii) Croissance et Développement durable ; et iii) une unité transversale d'Appui à la Gestion du Programme afin d'améliorer la collecte de données et le Suivi-Evaluation. En plus, l'Unité des Politiques et Stratégie (UPS) se focalisera sur l'analyse politique et socio-économique, la planification stratégique, et le développement de partenariat, notamment Sud-Sud.

16. Le Suivi-Evaluation du Programme sera aligné à celui de l'UNDAF. Le suivi sera effectué à travers: (i) les revues annuelles; (ii) les réunions de suivi trimestriel avec le Gouvernement et les partenaires de réalisation; (iii) les réunions des groupes d'effets et des groupes de travail du SNU, des comités techniques et de pilotage; et (iv) les visites de terrain. Les risques majeurs sont l'instabilité institutionnelle, la détérioration du contexte sécuritaire et humanitaire, dues à l'échec du dialogue politique, à la mauvaise gestion du processus électoral et les turbulences dans la sous-région.

17. Le PNUD assurera donc, une certaine flexibilité dans la planification et l'allocation des ressources par sa solide équipe de veille qui analyse et évalue le contexte général et les risques possibles, s'assure que les instruments existants (plan d'urgence des Nations Unies, journal des risques, plan de continuité du service) pour assister en termes de surveillance et d'intervention sont mis à jour, vue la volatilité du contexte et continuer à renforcer les capacités des homologues nationaux à travers les processus réguliers de mise en œuvre du programme (GAR, S & E, approvisionnement, gestion financière).

ANNEXE. CADRE DE RÉSULTATS ET RESSOURCES

| NATIONAL PRIORITIES OR GOALS: Amélioration de la gouvernance économique; Promouvoir une croissance forte et génératrice d'emplois et de revenus | | | | | |
|--|---|---|---|---|---|
| COUNTRY PROGRAMME / UNDAF OUTCOME #1: D'ici 2017, une meilleure gestion stratégique du développement est assurée par des structures et organisations étatiques et non étatiques disposant des capacités techniques et opérationnelles de formulation des politiques et programmes à travers un processus participatif et inclusif; D'ici 2017, les populations les plus vulnérables en particulier les femmes et les jeunes, dans les zones les plus pauvres, disposent des capacités accrues de production, de meilleures opportunités d'emplois décents et de revenus durables et leur sécurité alimentaire est améliorée. Outcome indicator: Une vision stratégique du développement disponible (Base : Guinée Vision 2010 ; Cible : Guinée Vision 2035; Pourcentage de la population au dessous du seuil de pauvreté (Base : 58% (2010) ; Cible : 40%) Related Strategic Plan focus areas: Gouvernance démocratique; Réalisation des OMD et lutte contre la pauvreté | | | | | |
| GOVERNMENT PARTNER CONTRIBUTION | OTHER PARTNER CONTRIBUTIONS | UNDP CONTRIBUTION | INDICATOR(S), BASELINES AND TARGET(S) FOR UNDP CONTRIBUTIONS | INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS | INDICATIVE RESOURCES (US\$) |
| Le Gouvernement mettra à jour le DSRP et veillera à la qualité des données et à la dimension emploi dans la réforme de politiques sectorielles. Il mettra en place avant 2015 un dispositif cohérent de promotion de l'emploi notamment pour les jeunes et les femmes. | La BAD, PAM, UE, BM contribueront à la réalisation de l'enquête pauvreté. BM et FMI poursuivront l'appui aux réformes de politiques macroéconomiques et la mise à jour du DSRP. BM, Espagne et ONUDI apporteront un appui à la mise en œuvre du programme d'emplois des jeunes. | Développer les compétences, les systèmes et les arrangements institutionnels pour la collecte et l'analyse des données et le S&E; Développer les compétences et les mécanismes de coordination, de suivi et de gestion de l'aide; Réforme des politiques et mise à l'échelle des initiatives et programmes orientés directement vers l'emploi et la lutte contre la pauvreté notamment pour les jeunes et les femmes. | Age, couverture et qualité des données sur les OMD et les aspects multi-dimensionnels de la pauvreté (documentant les disparités de genre) Base - Données non mises à jour (ELEP 2007) ou de portée limitée; Cible - Données de l'ELEP actualisées chaque 2 à 3 années et désagrégées par sexe, âge et région Nombre de SAFIC (système d'analyse financière et institutionnelle des collectivités locales) mis en place Base - 43; Cible - 68 Nombre de jeunes et de femmes bénéficiaires de programmes d'aide à l'emploi Base - 15,000 entre 2007-2011; Cible: + de 5,000 par an, dont au moins 30% de femmes | Systèmes, outils et compétences renforcés, équipements essentiels en place, enquête pauvreté réalisée. Ministères clef (finances, plan et emploi) disposent des cadres qualifiés et des systèmes de planification stratégique, de gestion de ressources et de S&E. Stratégie nationale de micro-finance formulée et mise en œuvre. Autorités de la région de N'Zérékoré et Kankan ont des capacités opérationnelles pour la mise en œuvre participative des plans locaux de développement (activités génératrices de revenus (AGR) et aux plateformes multifonctionnelles). | 15.300.000 TRAC : 9.821.000 Autres : 5.479.000 |
| NATIONAL PRIORITY OR GOAL: Renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit | | | | | |
| COUNTRY PROGRAMME / UNDAF OUTCOME #2: D'ici 2017, les institutions démocratiques et le système judiciaire et sécuritaire fonctionnent sur la base de la transparence, du dialogue et de la concertation, dans le respect des normes nationales et internationales et assurent la protection effective des libertés individuelles et collectives Outcome indicator: Existence d'une Assemblée Nationale démocratiquement élue avec des commissions fonctionnelles (Base : 0 (2011) ; Cible : 1); Nombre de lois votées par le parlement qui favorisent le respect des droits de l'homme y compris ceux des femmes et des enfants (Base : 0 (2011) ; Cible : 5); Existence d'une institution nationale des Droits de l'Homme indépendante et fonctionnelle (Base : 0 (2011) ; Cible : 1) ; % de cas jugés par rapport aux cas de violation des Droits de l'Homme transmis à la justice (Base : 30 (2011) ; Cible : 150) Related Strategic Plan focus areas: Gouvernance démocratique | | | | | |

| | | | | | |
|---|--|---|--|---|---|
| Le Gouvernement œuvrera en faveur du dialogue politique inclusif entre les acteurs et assurera la formulation et la mise en œuvre des réformes (RSS, réforme administrative, justice). Il apportera le soutien politique à la réconciliation nationale et la prévention/gestion des conflits. | (i) UE, France, Japon, USAID, PBSO apporteront des contributions financières au processus électoral, y compris la promotion de la participation des femmes; (ii) BM, UE, BAD apporteront des appuis techniques et financiers à la réforme de l'administration publique | Outils pour renforcer les capacités nationales à gérer un dialogue continu entre les parties prenantes à la réconciliation nationale et la prévention des conflits; assistance technique à la préparation et la conduite du processus électoral, la coordination des PTF et la gestion du panier commun; analyses, plaidoyer et formulation de plans d'action pour la mise en œuvre des programmes de réformes (RSS, réforme administrative, justice) | Code de conduite et mécanisme de dialogue opérationnel Base - Inexistence de code et de cadre (2011); Cible - Cadre institutionnel pour le dialogue politique opérationnel Mécanisme nationale formel d'alerte précoce en place Base - Pas de mécanisme d'alerte précoce Cible – Mécanisme d'alerte précoce en place et opérationnel Existence d'un mécanisme de coordination de la mise en œuvre du Programme de réforme administrative(PREMA) opérationnel Base - Absence de mécanisme de coordination du PREMA; Cible - Mécanisme mis en place et opérationnel | Cadre institutionnel pour le dialogue politique et d'alerte précoce approuvé et mis en œuvre. Stratégie nationale de prévention des conflits élaborée avec une participation féminine effective. L'administration électorale dispose des capacités de planification, de mobilisation et gestion des ressources, et des systèmes et procédures électoraux. Parlement et Cour des Comptes dotés de personnel compétent et d'outils pour mieux assurer leurs missions. Programmes d'éducation civique et de sensibilisation sur les droits humains, y inclus les aspects d'égalité du genre, formulés et mis en œuvre. | 13.000.000 TRAC : 5.000.000 Autres : 8.000.000 |
|---|--|---|--|---|---|

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: Les capacités nationales sont renforcées pour la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles

COUNTRY PROGRAMME / UNDAF OUTCOME #1: D'ici 2017, les secteurs publics, privés, collectivités locales et les populations adoptent de nouvelles techniques et comportements favorables à un environnement durable et assurent une meilleure prévention et gestion des risques et catastrophes naturelles dans un contexte d'adaptation au changement climatique; **Outcome indicator:** Nbre de communes urbaines et rurales ayant accès à une énergie renouvelable (Base : 0 ; Cible : 25); Nbre de communes ayant intégré dans leur plan de développement local des pratiques de résilience, d'adaptation et/ou d'atténuation au changement climatique (Base : 25 ; Cible : 100 ; % du territoire national couvert par les aires protégées (Base : ND ; cible : 20%) ; **Related Strategic Plan focus areas:** Environnement et développement durable

| | | | | | |
|---|--|---|---|--|---|
| Le Gouvernement veillera à la mise en place d'un environnement institutionnel et réglementaire favorable à la préservation et à la conservation des ressources naturelles et à la gestion des risques climatiques et des catastrophes naturelles. | Les partenaires entre autres le GEF, PAM, CILSS, ONUDI et ONG apporteront des contributions financières et techniques à la revue des politiques et à la mise en œuvre des projets et programmes de gestion de l'environnement. | Planification, identification et programmation des investissements et le suivi pour la gestion durable des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique; assistance directe aux zones vulnérables pour promouvoir les technologies adaptées, protection des forêts, la biodiversité, restauration du couvert végétal. | % de ménages utilisant les technologies d'adaptation et d'atténuation Base - : AD; Cible: 70% Nombre de communes (et population totale) rurales et urbaines appliquant des techniques de restauration, de gestion des sols, des forêts et d'agroforesterie Base ND; Cible – 50 des 342 communes Part énergies renouvelables dans la production énergétique nationale Base - <1% (2011); Cible - 5% | Technologies localement adaptées, économiques testées, évaluées et prêtes pour passer à l'échelle Capacités de 50 communes rurales et urbaines renforcées et leurs forêts dotées de plan d'aménagement pour une meilleure conservation de la biodiversité. A accords juridiques, institutionnels, de gestion et de financement sont atteints pour promouvoir les moyens de subsistance durables et l'accès à l'énergie renouvelable pour 10% des populations de la zone du projet (dans une première phase). | 18.000.000 TRAC : 5.000.000 GEF : 13.000.000 |
|---|--|---|---|--|---|

ANNEXE I : PLAN D'EVALUATION

| Effe | Domaines | Titre de l'Evaluation | Partenaires | Evaluation | Type de | Date | Coût | Sources de |
|------|----------|-----------------------|-------------|------------|---------|------|------|------------|
|------|----------|-----------------------|-------------|------------|---------|------|------|------------|

| ts UNDAF/CPD | d'intervention du Plan stratégique | | (évaluation conjointe) | commanditée par (si pas PNUD) | l'Évaluation | d'achèvement prévue de l'Évaluation | estimatif (en USD) | financement |
|------------------|--|---|--|-------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|--------------------|---|
| UNDAF | | Evaluation finale de l'UNDAF 2013- 17 | Ministère de la Coopération_ Agences du SNU | Coordination du SNU | Evaluation UNDAF | 2016 | 10.000 | Budget S/E (TRAC) |
| CPD/CPAP | | <u>Evaluation finale du CPD/CPAP 2013- 2017</u> | Ministère de la Coopération, partenaires de réalisation | | Evaluation CPD | Avril 2017 | 30.000 | Budget S/E (TRAC) |
| Effet 1.2 du CPD | Environnement et développement durable | Evaluation d'effet : portefeuille de l'environnement | Ministère en charge de l'environnement et du développement durable | | Evaluation d'effet | Juin 2016 | 20.000 | TRAC et GEF (Cost sharing) |
| Effet 2.3 du CPD | Prévention des crises et relèvement | Evaluation de l'effet relatif à la prévention des conflits et à la consolidation des effets | Primature_ Conseil Economique et Social_ Agences du SNU/ PBF | | Evaluation d'effet | Juin 2016 | 20.000 | Projets PBF / BCPR |
| Effet 1.1 CPD | Lutte contre la pauvreté et atteinte des OMD | Evaluation finale de l'effet sur croissance et réduction de la pauvreté et des inégalités | Gouvernement : Ministère de la Coopération_ Secrétariat Permanent de la SRP_ | | Evaluation d'effet | Mars 2017 | 20.000 | Projets pauvreté |
| Effet 1.1 CPD | Lutte contre la pauvreté et atteinte des OMD | Evaluation du Programme conjoint SNU en Guinée forestière | Gouvernorat de N'Zérékoré/ Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation | Coordination du SNU | Evaluation de programme/ projets | Octobre 2014 | 20.000 | Budget projet (TRAC) et cofinancement agences SNU |
| Effet 1.1 CPD | Lutte contre la pauvreté et atteinte des OMD | Evaluation à mi-parcours du PDLG III | UNCDF, Gouvernement : Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation | | Evaluation à mi-parcours de programme | Octobre 2015 | 50.000 | PNUD/TRAC et UNCDF (Cost sharing) |
| Effet 1.2 du CPD | Environnement et développement durable | Evaluation finale du projet Monts Nimba | Ministère de l'Environnement_ GEF | | Evaluation de projet | Avril 2016 | 35.000 | Projet GEF |
| Effet 1.1 du CPD | Lutte contre la pauvreté et atteinte des OMD | Evaluation finale du PDLG III | UNCDF, Gouvernement : Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation | | Evaluation finale de programme | Octobre 2017 | 50.000 | PNUD/TRAC et UNCDF (Cost sharing) |
| TOTAL | | | | | | | 305.000 | |

Effet 1.1 du CPD : D'ici 2017, la Guinée affiche une croissance économique forte, inclusive, créatrice d'emplois et de revenus notamment pour les jeunes, les femmes et les groupes exposés au VIH/SIDA

Effet 1.2 du CPD : D'ici 2017, le cadre de vie des populations guinéennes est adapté au changement climatique, à une gestion durable des terres et à une meilleure conservation de la diversité biologique

Effet 2.3 du CPD : D'ici 2017, les situations de crise et de conflits sont anticipées et mieux gérés, les tensions émergentes sont résolues et les conflits existants sont réduits sur la base du dialogue